

- 6 Voir sur ce point ma contribution au livre collectif du club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée* (Paris, La Découverte, 1997) : « Le prêt-à-penser anticorporatiste ».
- 7 Sur ce point, la trop grande globalité du contexte de « la crise du sens » chez Lecœur rencontre tout particulièrement des limites, car elle le conduit à une homogénéisation hâtive et fautive de l'électorat FN, notamment quand il écrit sur un mode idéal-typique que « Glisser un bulletin dans l'urne, c'est renouer avec un "combat", c'est utiliser Le Pen comme une "arme", c'est poser un acte qui inquiète, pour réduire ainsi un peu de sa propre inquiétude dans un monde que l'on ne maîtrise plus et dont on a l'impression d'avoir perdu les codes. » (*op. cit.*, p. 253). Par ailleurs, un tel énoncé tend à confondre conditions sociales de possibilité (un contexte global de « crise du sens » rendant plus probables certains comportements) et significations que les acteurs donnent à leurs actions. *A contrario*, cet exemple met bien en évidence l'utilité d'un cadre analytique associant hétérogénéité des sens/homogénéisation relative du sens.
- 8 Voir une esquisse d'analyse dans mon article intitulé « Quelques hypothèses sociologiques provocatrices », *Rouge*, n° 1808, 24 décembre 1998.
- 9 Voir sur ce point ma chronique de *Charlie Hebdo* (n° 566, 23 avril 2003) sur les « Passions communautaires ».

## Fragments d'histoire

### Caroline Baudinière

Politiste, Université Paris X

L'extrême droite française de 1944 à 1951 : quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique.

*Avec le lancement de l'hebdomadaire Rivarol, l'adoption d'une loi d'amnistie des collaborateurs et la présentation de listes aux élections législatives, l'année 1951 marque le retour politique de l'extrême droite dans le champ politique. Si ce retour a été possible six ans seulement après la Libération, c'est parce que maréchalistes et collaborateurs ont su, en dépit d'un contexte défavorable tant pour leurs idées que pour leur liberté, se réorganiser dès 1944, et ce notamment au travers du lancement d'une nouvelle presse d'extrême droite.*

#### « On nous avait enterrés et grâce à Rivarol, nous renaissions<sup>1</sup> ».

François Brigneau n'est pas le seul à évoquer *Rivarol*, « l'hebdomadaire de l'opposition nationale », en termes de renaissance ou de réapparition possible de l'extrême droite sur la scène politique publique. La plupart des auteurs d'extrême droite, qu'ils se veuillent historiens ou qu'ils rédigent leur autobiographie, semblent partager ce point de vue.

Ce sentiment n'est pas pour autant explicable par le seul lancement de l'hebdomadaire en janvier 1951. En effet, on trouve d'autres publications<sup>2</sup>, regroupant elles aussi les mêmes rédacteurs de « l'opposition nationale », qui ont eu un tirage important avant cette année. Il est possible que la longévité exceptionnelle de l'hebdomadaire (il existe toujours), par rapport aux autres publications, soit la cause de ce sentiment, les acteurs reconstruisant *a posteriori* leur impression du moment. En effet, *Rivarol* est né à la suite du lancement d'un autre périodique, *La Fronde*, qui n'a connu que trois numéros, et rien ne semblait, en 1951, le destiner à échapper aux difficultés financières ou judiciaires qui étaient le lot de l'ensemble de la presse d'extrême droite à ce moment. D'autres événements sont donc à considérer, qui permettent, en 1951, cette « sortie de l'ombre ».

Tout d'abord, le 5 janvier 1951, la loi d'amnistie 51-18 déposée par Georges Bidault est adoptée. La loi lève l'inéligibilité dont étaient frappés les collaborateurs et permet de libérer les auteurs de faits ayant entraîné la dégradation natio-

nale (associée à une peine inférieure à quinze ans de prison). Cette sanction, visant les individus ayant appartenu à un certain nombre d'organisations (telles que la Milice, le PPF, la Francisque...), empêchait l'accès à de nombreux emplois (notamment la direction d'entreprises de presse), privait les journalistes de leur carte de presse, sans renouvellement possible, et frappait tous les condamnés d'inéligibilité. Évoqués depuis 1947, les projets de lois d'amnistie s'étaient succédés. Ils avaient été soutenus, bien sûr, par l'ensemble de l'extrême droite, mais aussi par une partie de la droite classique et par le MRP. Le titre III de la loi, qui concerne la « répression de l'apologie de la collaboration » montre bien les ambiguïtés provoquées tant par l'objet de la loi que par les alliances politiques passées autour d'elle. On peut cependant considérer qu'il s'agit d'un succès pour l'extrême droite, car bien que partielle, et obtenue grâce à d'autres forces politiques, la loi d'amnistie répond non seulement à un besoin, mais aussi à un de leurs principaux combats politiques depuis la Libération. Ainsi, le stigmate de la collaboration n'étant plus ni perceptible, ni permanent, d'anciens responsables politiques ou hauts fonctionnaires de Vichy vont pouvoir se réinsérer dans la vie politique publique, en réapparaissant majoritairement sous l'étiquette UNIR ou CNI. P.-A. Cousteau, L. Rebatet ou Ralph Soupault (ancien caricaturiste de *Je Suis Partout*) reprennent du service entre 1951 et 1953 dans l'hebdomadaire *Rivarolo*. Le deuxième succès réside dans la présentation, aux élections législatives de mars 1951 de listes UNIR (Union des nationaux indépendants et républicains), menées par Jacques Isorni, qui fut l'avocat du maréchal Pétain. Le peu de succès électoral (5 élus<sup>3</sup>) ne doit pas faire oublier l'importance de cet événement. En peu de temps (puisque le projet de déposer des listes sur la plus grande partie du territoire n'a été pensable qu'à la suite du vote de la loi d'amnistie), Isorni a réussi à rassembler, et les fonds, et les individus, et les soutiens nécessaires à une telle entreprise et à présenter des listes dans près d'un tiers des départements français.

1951 est donc une année cruciale pour la reconstitution de l'extrême droite française; cela révèle la présence de réseaux organisés, qui ne sont bien sûr pas le fait d'une génération spontanée. De plus, les acteurs de 1951 sont majoritairement des épurés. Je pose donc l'hypothèse que loin d'avoir été « éradiquée » à la Libération, l'extrême droite française s'est presque immédiatement reconstituée et restructurée, dans cet intervalle de 1944-1951. Comment ces acteurs ont-ils pu revenir sur la scène politique malgré le discrédit attaché à la collaboration? L'évocation de quelques stratégies qui rendent possible la tenue d'un discours légitime bien que développant des thématiques d'extrême droite, d'une part; les transactions identitaires opérées, après la Libération, par les épurés pour gérer le stigmate que constitue le fait d'avoir été un « collabo », d'autre part, permettent de répondre à cette question.

### Stratégies d'alliances et premières apparitions publiques

De 1944 à 1946, les anciens partisans de Vichy se trouvent en situation de crise: ils ont perdu le pouvoir et leur existence est en péril. Leur univers est lourd de menaces qui pèsent y compris sur leur intégrité physique: condamnations à mort, emprisonnements, indignité nationale et privation des droits civiques, interdictions d'exercer leur activité professionnelle. Ils vivent une période de déclin social intense ou d'ascension sociale avortée, sans certitude sur l'avenir. Les pratiques routinières sont inopérantes, non seulement pour ce qui est des perceptions du monde politique, mais aussi en ce qui concerne les nécessités de survie (se nourrir, se loger, se cacher, assurer sa défense face aux tribunaux). Les choix possibles des acteurs se trouvent donc limités par cette situation, et leur identité est réduite au qualificatif stigmatisant de « collaborateur ». Cette appellation est d'autant plus infamante qu'elle est associée, dans les esprits, à la notion de traîtrise<sup>4</sup>. Un double amalgame se forme à ce moment: d'une part, les collaborateurs sont dans l'ensemble considérés comme des traîtres, quelle que soit la forme de collaboration, d'autre part, cette collaboration est perçue comme ayant des fondements idéologiques. C'est pourquoi les épurés n'ont de possibilité d'engagement politique qu'entre le reniement et l'extrême droite, les deux ne nécessitant pas les mêmes ressources et n'ayant pas le même coût pour tous les individus. L'épuration se révèle donc un moment constituant de l'identité des acteurs, qui devient unidimensionnelle<sup>5</sup>; elle est, en outre, un moment fondateur d'une idéologie du martyr.

Certains épurés cherchent l'oubli, en changeant de nom ou en s'exilant, d'autres décident de continuer à lutter, considérant qu'ils n'ont perdu qu'une bataille et pas la guerre<sup>6</sup>. À partir du moment où ils vont choisir d'assumer ou de revendiquer leur stigmata, ces acteurs (qui constituent la population étudiée) vont devoir composer avec un impératif de survie, donc choisir, au moins jusqu'en 1951, certaines formes de clandestinité. Ces mouvements ou publications clandestins ne seront pas évoqués ici, d'une part, parce qu'ils ne jouent pas un rôle déterminant dans ce qui nous préoccupe, à savoir la réémergence d'une extrême droite sinon forte, du moins organisée, sur la scène politique; d'autre part parce qu'ils ne permettent pas de travailler les stratégies de contournement et d'alliance que les apparitions publiques des « collaborateurs » nécessitent. Il va sans dire que ces deux grands types de stratégies ne sont pas totalement dissociables l'une de l'autre. Certains acteurs mènent des activités légales et clandestines de front, d'autres passent des uns aux autres. Enfin, la virulence des « clandestins » relative la position des « autorisés » qui, par contraste, apparaissent plus modérés. Les premiers combats menés par ces épurés sont ceux pour la réhabilitation du régime de Vichy, du maréchal Pétain et pour l'amnistie. En 1946, André Mutter, ancien Croix-de-Feu, mais surtout membre du Comité national de la

Résistance (CNR), lance l'hebdomadaire *Paroles françaises*, organe du Parti républicain de la liberté (PRL). Deux thèmes favorisent – malgré la plus ou moins grande fidélité manifestée envers le général de Gaulle – le rapprochement avec l'extrême droite : l'anticommunisme et la volonté de « réconciliation nationale ». *Paroles françaises* est le premier journal à pouvoir mener au grand jour – de par la garantie que constitue la présence d'André Mutter et d'autres résistants – une campagne pour la défense des épurés, demandant leur amnistie (« il est l'heure de se tendre la main », éditorial du premier numéro). C'est également la première publication à soutenir la théorie « du glaive et du bouclier », respectivement de Gaulle et Pétain, le Général ayant défendu la France à l'extérieur avant de trahir le Maréchal qui, lui, la défendait de l'intérieur. La suite va de soi ou presque, le Maréchal s'est sacrifié pour la France en accord avec de Gaulle, il n'est pas et n'a jamais été un traître mais au contraire une victime à honorer et à réhabiliter.

André Mutter accueille ainsi plusieurs rédacteurs d'extrême droite<sup>7</sup>. Ces rédacteurs jouent en quelque sorte sur les « deux tableaux », essayant de radicaliser la ligne politique de *Paroles françaises*, d'une part, publiant des pamphlets beaucoup plus violents de l'autre (dans *Réalisme*, ou, surtout, dans *La Dernière Lanterne*, qui font tous deux régulièrement l'objet de poursuites judiciaires). Cet hebdomadaire constitue la première étape qui a permis aux épurés de retrouver une certaine visibilité politique. Seuls des résistants possédaient la légitimité suffisante pour tenter cette entreprise, qui leur permettait en outre de se démarquer du général de Gaulle.

En effet, les autres publications, même légales<sup>8</sup>, ne bénéficiant pas d'une telle caution mais évoquant les mêmes sujets, de manière à peine moins radicale, n'ont pas eu la même audience ou ont eu à subir des poursuites judiciaires. Le mensuel *Écrits de Paris*, de René Malliavin (ancien conseiller juridique de l'agence de presse collaborationniste Inter-France) accueille dans ses colonnes un nombre impressionnant d'anciens collaborateurs et développe un discours de plus en plus antigaulliste, anticommuniste et révisionniste. Cependant, son audience reste limitée, la revue n'étant diffusée – du moins à ses débuts – que par abonnement. Une autre revue, bihebdomadaire celle-ci, *Réalisme*, illustre la nécessité d'une alliance : commençant à paraître en 1948, elle est rapidement dénoncée, dans *Les Cahiers de la Résistance*, comme « pamphlet infâme qui injurie la Résistance, innocente les collaborateurs et présente les événements de la Libération et de septembre 1944 comme le plus grand massacre de l'histoire de France ». Le premier directeur de *Réalisme*, Jacques Bienaimé, y est également fustigé comme ancien directeur d'un journal épuré (le *Publicateur de l'Orme*). En outre, *Réalisme* est poursuivi en justice à de nombreuses reprises, par exemple afin d'interdire la vente d'une affiche représen-

tant le maréchal Pétain<sup>9</sup>, ou pour diffamation envers des résistants, et il est cité lors des débats à l'Assemblée concernant la loi d'amnistie. Il est d'ailleurs probable que le titre III de cette loi (qui permet les poursuites contre des personnes ou des groupes pour « apologie de la collaboration ») vise, entre autres, cette publication qui, au cours des années 1950 et 1951, a fait sa « une » avec des photos du maréchal Pétain, de façon quasi systématique<sup>11</sup>.

Au même moment, les prises de position médiatiques du colonel Rémy portent la question de la réconciliation sur la scène médiatique. En tant que héros de la Résistance, il détient un fort capital symbolique qui lui permet d'intervenir sans se discréditer, en avril 1950, pour soutenir la thèse du « double jeu » de Vichy. Dans un article intitulé « la justice et l'opprobre », il rapporte des propos que lui aurait tenus de Gaulle en 1947, selon lesquels le général reconnaissait qu'en 1940, il fallait que la France ait deux cordes à son arc, « la corde Pétain aussi bien que la corde de Gaulle ».

Ces soutiens vont permettre à l'extrême droite de développer peu à peu son discours, le champ du « dicible » ou, autrement dit, de ce qui est légitimement abordable en politique, s'accroissant, ainsi que le nombre des intervenants. Ils ont été une condition indispensable à cette réapparition, et ont peut-être même rendu pensable l'idée de l'amnistie ailleurs que dans les rangs des épurés, du moins à cette période (dès 1947). Ces alliés providentiels ne pouvaient être accusés ni de complaisance, ni de solidarité envers le régime de Vichy et ses partisans, ce qui aurait fortement entaché leur crédibilité.

### Reconstruction du passé et transactions identitaires

À la Libération, commence en France la période durant laquelle va s'élaborer l'histoire officielle et institutionnalisée de la Seconde Guerre mondiale et de l'Occupation. Les procès de l'épuration vont permettre d'imputer les responsabilités : les torts sont clairement établis et l'histoire est contrôlée (manuels scolaires, cérémonies officielles, censure)<sup>12</sup>. Du célèbre « Paris libéré par lui-même » de De Gaulle aux célébrations de l'appel du 18 juin, en passant par la mise « hors la loi » de l'État de Vichy (simple parenthèse dans les manuels de droits constitutionnels) jusqu'au transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964, tout concourt à établir le mythe d'une France résistante, aux mains d'une poignée de collaborateurs et de l'occupant<sup>13</sup>. C'est donc dans les années suivant la Libération que l'histoire de l'Occupation s'écrit, selon la logique qui veut que le rapport à l'objet commande les visions de l'objet<sup>14</sup>.

La dénégation de l'infamie de la part des épurés, recoupe la défense du pétainisme, la critique des communistes, du « résistancialisme » et le négationnisme. Les acteurs présentent une autre version de l'histoire, qui s'oppose à l'histoire « officielle » encore en construction, c'est le combat des vaincus

contre l'histoire faite par les vainqueurs<sup>15</sup>, qui s'inscrit, fort logiquement, dans une tentative de conversion de leur stigmat. On peut ici identifier différentes formes de ce qu'Henry Rousso appelle « la présence du passé en politique ». L'histoire est révisée, c'est-à-dire que le passé est repensé et reconstruit à la lumière d'événements plus récents, et que chaque nouvel incident en rapport avec l'épuration ou le communisme sera intégré dans cette version de l'histoire, dans le but de la renforcer<sup>16</sup>.

C'est dès 1947 que s'élabore dans les rangs de l'extrême droite une autre histoire de France, en concurrence avec l'histoire institutionnelle, qui sert l'argumentation politique et qui est servie par elle. La thématique omniprésente de la menace communiste en est un exemple : explicite ou allusive, elle émaille tous les textes de l'époque. Les communistes sont à la fois l'ennemi qui justifie que l'on oublie le passé – puisque la menace des chars russes sur les Champs-Élysées est à la fois crédible et proche – et celui qui permet de le relire. Les trois citations suivantes illustrent bien cette logique.

« Hitler est, de toute évidence, le principal responsable de tout cela [...]. Mais ce sont les systèmes, les idéologies, les superstitions, les chimères de ses adversaires qui ont fait, autant que lui-même, sa malversation. C'est un Staline, enfin qui, le premier, tire l'épée. » (François Legris, *Écrits de Paris*, 1947).

« Le “collabo” redoutait davantage le danger russe [...] le résistant disait : ce n'est pas le Russe, mais l'Allemand qui a envahi mon pays [...] Le péril allemand a disparu. L'autre, en revanche, n'a jamais été si menaçant. » (François Brigneau, *Mon après-guerre*, 1966).

« Nous ne sommes ni pour ni contre Vichy, ni pour ni contre la Résistance : ces termes passe-partout ont toujours été équivoques, ils sont aujourd'hui sans signification. Il y eu plusieurs “Vichy” et plusieurs “Résistance”. Il y eu un “Vichy résistant” et une “Résistance maréchaliste”. » (Maurice Gaït<sup>17</sup>, dans la profession de foi de *La Fronde*, 1950).

En faisant porter la responsabilité de la guerre à la gauche (communistes et munichois), puis aux Juifs, l'extrême droite renvoie le stigmat à ceux qui le leur imposent, trouve en outre un deuxième axe de dénonciation de De Gaulle (qui s'allie au PCF), et admet les bases d'un négationnisme qui continuera à se développer<sup>18</sup>. La négation du génocide n'est qu'un aspect de cette relecture systématique de l'histoire : présentes dès le début des années 1950 et très largement diffusées par les publications d'extrême droite, les thèses négationnistes de Maurice Bardèche et Paul Rassinier ne sont pas le thème le plus développé. C'est surtout autour de la question du chiffrage des victimes de l'épuration que les « historiens » d'extrême droite se mobilisent. L'enjeu de ce révisionnisme est plus présent, puisque immédiatement lié à l'identité des acteurs : criminaliser la Résistance leur permet de relativiser les crimes de la collaboration et de se posi-

tionner en victimes. S'ajoutent à cela l'exil de Céline et – surtout – l'exécution de Robert Brasillach<sup>19</sup> (cette dernière ayant en outre été condamnée par une grande partie des intellectuels), qui vont venir illustrer cette thématique du martyr.

Mais l'histoire du pays n'est pas la seule à être revisitée : ce sont les biographies des acteurs eux-mêmes qui vont sans doute faire l'objet de plusieurs « bricolages identitaires ». L'engagement politique après la Libération est ressenti comme la continuité des expériences précédentes. L'investissement à l'extrême droite est vécu comme découlant de choix effectués sous l'Occupation et ces choix sont retraduits à l'aide des grilles de lecture ultérieures. Ainsi, certaines prises de positions, obéissant à diverses logiques font l'objet d'une interprétation rétrospective et univoque, qui ne retient que l'aspect politique<sup>20</sup>. Plus flagrantes encore sont les reconstructions portant sur les engagements politiques d'avant-guerre : aisées pour les acteurs issus du militantisme d'extrême droite ou pro-allemand, qui se contentent de présenter leur parcours, dont la linéarité apparente parle pour eux, elles sont plus complexes pour les acteurs sans expériences militantes précédentes (qui peuvent toutefois plaider la prise de conscience tardive, certes, mais sincère) et carrément ardues pour ceux qui s'étaient investis... à gauche ou aux côtés des pacifistes<sup>21</sup>.

Cette signification politique de l'engagement affecte tous les autres aspects de la vie sociale et prime sur eux ; il n'y a pas de séparation claire entre ce qui est du domaine du politique et le reste, l'engagement politique devient un système explicatif, fournit une grille d'interprétations du monde. D'une part, nous l'avons vu, parce que l'identité « vécue » comme essentiellement politique, est la seule valorisante, d'autre part, parce que le stigmat peut être employé, dans la même tradition victimologique, pour, dans la présentation de soi, justifier tous les échecs (professionnels ou personnels<sup>22</sup>). Ainsi, un nouveau renversement peut s'opérer : ces échecs sont un tribut payé à la cause, et deviennent presque – grâce à la valorisation attachée au désintéressement – des titres honorifiques, ce qui illustre la théorie d'Erving Goffman selon laquelle un individu « affligé d'un stigmat s'en sert souvent en vue de “petits profits”, pour justifier des succès rencontrés pour d'autres raisons<sup>23</sup> ».

Un autre élément facilite la confusion des genres sociaux au profit du politique : les changements d'identités et les pseudonymes. La permanence du nom est l'élément censément le plus stable et linéaire d'une vie<sup>24</sup>, et celui qui permet une lecture cohérente de sa propre biographie. Or, un grand nombre d'acteurs sont obligés d'adopter des pseudonymes, qui prennent dans de nombreux cas la place du nom d'origine<sup>25</sup>. Ces changements d'identités étant motivés par l'épuration et par la logique valorisante de l'engagement, les pseudonymes en deviennent le rappel constant et contribuent à la constitution d'une identité construite autour et par le politique.

Dans cette période, les acteurs vivent donc l'imposition d'une identité sociale dégradée qui devient un stigmata; l'étiquetage politique « collabo » affecte l'ensemble de la vie sociale de ces acteurs. Ce stigmata a deux effets: discréditant auprès des « autres », il est socialement dégradant et risqué; il est aussi créateur d'une identité commune pour les membres du groupe (expériences partagées qui ont entraîné le même stigmata, des conséquences semblables et des réseaux de solidarité). Le second de ces effets renforce la proximité qui génère à la fois la croyance « d'avoir raison » – pas encore finalisée en discours idéologique – et le sentiment d'appartenance à une même communauté.

On peut ainsi suivre la mise en place d'une identité de substitution: pour répondre aux infamants « collabo », « traîtres » et « vaincus », les épurés tentent de valoriser leur combat, se présentant – non sans quelques contradictions – comme, dans un premier temps, des hommes ayant combattu pour leurs idées et pour la France, puis comme des victimes et martyrs et, enfin, comme les seuls vrais résistants, qui continuent la lutte pour sauver la France du communisme. La dernière étape dans la conversion du stigmata s'accomplit avec la tentative de capter les profits symboliques appartenant aux vainqueurs, à travers l'appropriation du terme « résistant », mais aussi à travers ce qui pourrait être regroupé sous les termes « idéologie du désintéressement »: le don de soi à une cause, jusqu'au sacrifice si besoin.

Tous ces thèmes (martyre, résistance et dévouement désintéressé) possèdent une propriété commune: ils permettent une transaction réussie entre l'identité personnelle des acteurs telle qu'elle est ressentie (construction d'une image valorisante et héroïque) et l'identité sociale infamante (« collabo ») imposée, en ce sens que la contradiction est traitée sur le mode de l'incompréhension et/ou du complot. Le fait que leur identité personnelle soit en jeu explique, peut-être, la profondeur de leur investissement partisan: c'est le seul lieu où ils peuvent se voir renvoyer une image valorisante d'eux-mêmes.

1 F. Brigneau, *Mon après-guerre*, Paris, éd. Le Clan, 1966.  
 2 Entre autres: *Perspectives*, qui devient *Questions actuelles* puis *Écrits de Paris* (1944), *Paroles françaises* (1946), *Aspects de la France* (1947), *La Dernière Lanterne* (1947), *Réalisme* (1948), *L'Indépendance française* (1949), *La Fronde* (1950), *Rivarol* (1951), *Défense de l'Occident* (1951).  
 3 Élus UNIR: Isorni (Paris), J. Le Roy Ladurie, ancien ministre du maréchal (Caen), Paul Estèbe, ancien chef de cabinet du maréchal et nouveau directeur de *Paroles Françaises*

(Bordeaux), Roger de Saivre, ancien officier d'ordonnance du maréchal (Oran). Parmi les candidats, étaient aussi présents Jacques et Pierre Sidos.  
 4 Voir P. Milza, *L'Europe en chemise noire*, Paris, Fayard, 2003.  
 5 M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1992, sur « l'unidimensionnalisation de l'identité » des acteurs en situation de crise.  
 6 *Questions actuelles*, juillet-août 1949.  
 7 Notamment, P. Boutang, F. Brigneau, B. Guittoneau et A. Blondin, qui contribuent, dans le même temps,

à différentes publications, légales ou clandestines.

- 8 Par « légales », j'entends les journaux et revues bénéficiant d'une autorisation de publication et d'une allocation de papier. Les deux étaient délivrées par le ministère à l'Information, l'autorisation n'étant accordée qu'après vérification des qualités, requises légalement, des directeurs et gérants (notamment ne pas avoir été condamné à l'indignité nationale); l'allocation de papier étant en principe fonction du tirage.
- 9 *Cahiers de la Résistance*, n° 3, 1949.
- 10 Avec comme légende « Le plus vieux prisonnier du monde », *Réalisme*, n° 19, 1<sup>er</sup> octobre 1949.
- 11 30 couvertures sur 39 numéros, entre février 1950 et novembre 1951, comportent des photographies se rapportant au maréchal Pétain (lui-même ou des photographies ayant trait à son enterrement).
- 12 Voir, P. Assouline, *L'Épuration des intellectuels*, Paris, éd. Complexe, 1985; R. Aron, *Histoire de l'épuration*, Paris, Fayard, 1975; P. Ory, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 1987; sur le contexte de l'épuration littéraire, voir G. Sapiro, *La Guerre des écrivains*, Paris, Fayard, 1999, p. 561 et suivantes.
- 13 Sur l'élaboration d'un « mythe résistancialiste », voir H. Rouso, « La Seconde Guerre mondiale dans la mémoire des droites », in J.-F. Sirinelli, *L'Histoire des droites* en France, ch. 14, Paris, Gallimard, 1992.
- 14 P. Bourdieu, « le mort saisi le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, 1980.
- 15 P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1971.
- 16 Sur l'illusion rétrospective, voir M. Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "révolution fasciste" », RFS, vol. XXX, 1989, p. 511-533.
- 17 Qui fut haut commissaire à la Jeunesse de 1942 à 1944.
- 18 Maurice Bardèche, dès 1948, dans *Nuremberg ou la Terre Promise*, ouvrage qui jette les bases du négationnisme, mais aussi, abbé Desgranges, *Les Crimes masqués du résistancialisme*, Paris, L'Élan, 1948; G.-A. Amaudruz, *Ubu, justicier au premier procès de Nuremberg*, Les actes des apôtres, Paris, Charles de Jonquières Éditeur, 1949; Paul Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse*, Paris, la Vieille Taupe, 6<sup>e</sup> édition, 1979; Paul Sérant, *Les Vaincus de la Libération*, Paris, éd. Laffont, 1964.
- 19 Brasillach est l'auteur le plus évoqué, notamment par son beau-frère M. Bardèche; l'Association des amis de Robert Brasillach (créée en 1950 à Lausanne), qui a pour but de promouvoir son œuvre et de défendre sa mémoire, semble être un passage obligé dans les parcours militants des années 1950.
- 20 Voir notamment le cas des écrivains ou journalistes en manque de copies qui pour des raisons tant professionnelles que personnelles ou politiques collaborent aux journaux de l'Occupation.
- 21 Pour l'exemple, voir F. Brigneau, qui explique son engagement au PC par l'influence de son milieu familial et son inexpérience politique, qui l'ont conduit à croire que le communisme était la seule voie d'opposition au « système ». Il ne manque pas de souligner les désaccords idéologiques qu'il a – très rapidement – eus avec les autres militants et, là encore bel exemple de renversement, en tire une expérience positive puisqu'il peut critiquer les communistes en connaissance de cause.
- 22 Là encore, voir F. Brigneau, expliquant le manque de réussite de J. Laurent dans les courses aux prix littéraires, ou son propre échec quand il fut « nominé » pour le prix Albert Londres du journalisme et ne l'obtint pas.
- 23 E. Goffman, *Stigmata – les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
- 24 P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, 1986.
- 25 Par exemple J. Madiran, P. Dominique, Michel Dacier, Saint-Loup, pour ne pas citer tous ceux qui, militant activement mais clandestinement, ont eu recours de façon plus ou moins permanente aux pseudonymes.